



On exerce des pressions pour introduire de nouveaux points à l'ordre du jour de l'Organisation, dont certains n'ont rien à voir avec le commerce - c'est le cas des normes de travail - au même moment où les pays en développement ne sont pas encore parvenus à assimiler les clauses des Accords des négociations d'Uruguay. On viole par ailleurs les engagements minimaux adoptés en faveur de ces pays-là, comme cela se passe dans le textile.

On retarde le droit des pays en développement de recevoir une assistance technique conforme

La nation la plus puissante du monde a imposé une guerre économique, dont le caractère extraterritorial a été renforcé par la Loi Helms-Burton, à notre peuple parce que celui-ci a commis le crime de vouloir conserver son indépendance, sa souveraineté, son autodétermination et sa dignité nationale.

Néanmoins, Cuba tient et tiendra ses engagements envers l'OMC et continuera de coopérer comme toujours à son succès.